



### Algérie : face à une lettre nationale pour la liberté et la justice depuis le 22 février

L'Algérie connaît depuis le 22 février un immense bouleversement et d'importantes manifestations populaires au cours desquelles le peuple algérien, quel que soit son âge, réclame la fin du système et l'avènement d'une deuxième République véritablement populaire et démocratique. Pour la première fois depuis des décennies, le peuple marche vers une authentique émancipation du pouvoir en place.

A Alger, Oran, Constantine ou encore Bordj Bou Arreridj, des dizaines de milliers d'algériens défilent dans les rues pour protester dans un premier temps contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat, puis contre tout le système. Dans les rues un seul mot d'ordre « Système dégage ! »

Le soulèvement a forcé Bouteflika à renoncer au 5<sup>ème</sup> mandat puis à la prolongation du 4<sup>ème</sup> et à démissionner le 2 avril 2019. Les manifestations continuent cependant à se mobiliser afin d'obtenir la mise en place d'une véritable transition

démocratique et la nomination d'un gouvernement de consensus. De façon plus générale, les algériens appellent à plus de démocratie, à plus de liberté et à une société moins corrompue et plus respectueuse des droits de l'Homme. Depuis, le pouvoir en place refuse toujours de répondre à la revendication du peuple pour le changement du système. Il s'accroche à l'organisation d'une présidentielle le 04 juillet, malgré le refus des algériens qui considèrent ce scrutin dangereux pour le pays car la balle est toujours dans le camp du pouvoir.



Les Algériens sont toutefois conscients que le mouvement doit s'inscrire dans la durée et qu'il faut le maintenir d'une manière pacifique durant

les vendredis et les autres jours de la semaine pour pouvoir faire face à un système qui ne cesse de ruser.

### **SOS Disparus et les familles de disparu(e)s au cœur des manifestations**

Les familles de disparu(e)s ont pour habitude de se rassembler chaque mercredi à Alger pour défiler pacifiquement. Depuis le début du mouvement, elles défilent également chaque vendredi en tenant haut les portraits de leurs proches disparus et en criant « Justice et Vérité » avec le peuple algérien. Cette mobilisation active et courageuse des familles de disparu(e)s a donné plus de visibilité au combat pour la Vérité et la Justice et a fait venir d'autres familles de disparus dans les locaux du CFDA à Alger.



Sos Disparu(e)s soutient non seulement le Hirak et mais y participe de très près. Les locaux de SOS Disparu(e)s à Alger sont utilisés pour y organiser des événements tels que des débats sur la transition démocratique et des réunions du Collectif de la société civile pour un changement démocratique.

A travers ce processus de transition que vit actuellement l'Algérie, les familles de disparu(e)s et leurs représentants espèrent voir naître un véritable Etat de droit qui conduira à l'instauration de la vérité et la justice.

### **Le Collectif de la société civile algérienne pour une sortie de crise pacifique**

Le CFDA avec d'autres organisations algériennes de défense des droits de l'Homme ont créé le 27 février 2019, soit quelques jours après la première manifestation du 22 février 2019, un Collectif d'associations qui se nomme le collectif de la société civile algérienne pour une sortie de crise

pacifique. Ce collectif ambitionne un projet de conférence nationale de transition. Il se réunit très souvent depuis sa création et ne cesse de publier des communiqués de presse qui informent les algériens sur les événements qui se créent progressivement dans la société algérienne et selon les politiques du moment.

A la suite de nombreuses réunions, le Collectif conscient de son rôle de médiateur et de force de proposition, a travaillé sur une feuille de route qui énonce six propositions de sortie de crise.

Ces six étapes sont primordiales pour la transition démocratique et viennent en réponse aux revendications populaires :

- Premièrement : Afin d'éviter au pays d'entrer dans une période de non droit, le Président de la République sortant devait se remettre à la volonté du peuple et se retirer au plus tard le 27 avril. Abdelaziz Bouteflika s'est retiré le 2 avril 2019
- Deuxièmement : La mise en place d'un Haut Comité de Transition(HCT), une instance collégiale composée de personnalités jouissant d'une autorité morale et bénéficiant d'une large acceptation populaire. Cette instance aura à incarner l'État.
- Troisièmement : Installation par le Haut Comité d'un Gouvernement National de Transition (GNT) composé de personnalités consensuelles et crédibles pour gérer la période de transition dans des délais raisonnables à définir.
- Quatrièmement : Les Assises du consensus national regroupent toutes les sensibilités de la société, auront à dégager un consensus national sur les modalités pratiques de mise en place de la Constituante, et réaliser un compromis historique autour des principes fondamentaux inaliénables, au respect de toutes libertés, des droits humains et de l'égalité. Elle aura à proclamer la naissance de la nouvelle république par un texte fondateur.

- Cinquièmement : Election d'une Assemblée Constituante chargée d'élaborer la nouvelle Constitution.
- Sixièmement : Retour à la légalité constitutionnelle, ouverture du champ politique et organisation des élections générales.



### La journée internationale pour le droit des femmes

La journée du vendredi 8 mars 2019 a eu une double portée symbolique. Plusieurs centaines de milliers d'Algériennes étaient dans la rue pour dire Non au 5<sup>ème</sup> mandat de Bouteflika mais aussi pour réclamer leurs droits.



Photo Arslane Bestaoui/Sipa

Cette année, l'ambiance était autre, le contexte était autre, et la femme algérienne n'était pas prête à rater ce rendez-vous historique. En effet, les algériennes se sont promis de faire entendre leur voix et leur choix. Elles ne tiennent pas à être écartées et s'imposent pour jouer un rôle dans le « mouvement populaire » que connaît le pays depuis le 22 février. Ainsi, lors de ce vendredi 8 mars

elles n'ont cessé de scander dans les rues algériennes plus de droit, plus de liberté et un désir de changement pour un avenir meilleur en Algérie.

Quant aux mères de disparus, elles étaient également présentes pour célébrer ce vendredi 8 mars symbolique et historique main dans la main avec leurs concitoyennes, sourire aux lèvres et avec une grande détermination. Elles arboraient leurs photos et scandaient leurs slogans « rendez-nous nos enfants » pour continuer à faire vivre leur combat.



### Djegdjiga Cherguit : une figure emblématique du combat

Madame Cherguit, mère de disparu et ancienne Moudjahida de la guerre de libération nationale, est un exemple de lutte et de combat. Elle fait partie des mères qui ont fait l'histoire et la gloire de l'Algérie et est une figure féminine de la révolution nationale.

Elle n'a jamais cessé de se jeter corps et âme dans l'arène du combat, tout d'abord face à la machine coloniale puis face à l'état algérien pour demander Vérité et Justice au sujet des disparus pendant les années 90. Aspirant à voir le citoyen algérien grand, libre et protégé et consciente du rôle qui lui incombe dans l'évolution et la prospérité de son pays, madame Cherguit n'a cessé de mettre, après l'indépendance, son sens révolutionnaire au service de la défense des droits de l'Homme.

Ainsi, Sos Disparus avait tenu à lui rendre hommage en organisant un événement surprise au siège de l'association, le 03 février 2019. De nombreux militants des droits de l'Homme étaient présents ainsi que des associations tels que Raj et Amnesty International, des représentants des

partis politiques tel que le FFS et DjilDjadid. Cet hommage se voulait donc une manifestation de la gratitude et de la reconnaissance dues à la moudjahidaDjegdjigaCherguit pour ses sacrifices afin que le peuple algérien recouvre son indépendance et sa dignité et dans un combat plus récent, la Vérité et la Justice.



Madame Cherguit a raconté ses aventures contre le colonialisme. Sa joie et sa fierté de l'indépendance pouvait encore se lire dans ses yeux plus de 50 ans après, elle en parlait avec ferveur, son amour pour l'Algérie était inégalable. Elle a également évoqué son combat pour faire reconnaître par l'Etat algérien la Vérité et la Justice pour les disparu(e)s et faire entendre sa mémoire.

### **Développement du Centre pour la préservation de la mémoire et l'étude des droits de l'Homme**

Le centre de recherche pour la préservation de la Mémoire et l'étude des droits de l'Homme (CPMDH) d'Oran continue à attirer de nombreux étudiants et professeurs qui viennent y écouter des interviews ou donner des conférences.

Sa fréquentation continue considérablement d'augmenter grâce à l'organisation de nombreuses réunions de diverses associations locales.

En janvier, des universitaires ont organisé au CPMDH une formation pour leurs étudiants en master de science sociale. Actuellement des groupes d'étudiants en droit et en sociologie, faisant des recherches sur les droits de l'Homme, viennent se documenter au CPMDH car son fond documentaire est très riche en matière d'ouvrage

sur les instruments internationaux de protection des droits de l'Homme.



De plus, le centre reste un élément clé pour le travail du CFDA car des interviews avec les familles de disparus y sont menées.

### **Brèves**

#### **Quand Sos Disparus interpelle les politiciens algériens...**

Sos Disparus a participé à un séminaire organisé par le RAJ où un candidat aux élections présidentielles était invité, monsieur Fares Ghares. Les équipes de Sos Disparus ont profité de ce moment pour l'interpeller sur la question des disparus et lui demander la place qu'auront les dossiers des disparus dans son programme. Ils lui ont également rappelé à quel point il est primordial, pour les familles mais aussi pour l'avenir de l'Algérie, de lutter contre l'impunité et de rétablir la vérité et la justice pour les victimes de disparitions forcées.



M. Fares Ghares, scandalisé que la question des disparitions forcées ne soit toujours pas réglée

depuis 1990, s'est engagé à tout faire pour la régler.

### **Séminaire de RAJ : La situation générale du pays et la prochaine élection présidentielle**

Lors du séminaire de l'association RAJ intitulé « la situation générale du pays et la prochaine élection présidentielle » c'est au tour du candidat aux élections présidentielles Ali Ghediri qui animait ce séminaire d'être interpellé par HaceneFerhati, représentant des familles de disparus.

Pendant son intervention, HaceneFerhati a défendu l'action du Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie et de SOS Disparu(e)s ainsi que les attentes des familles. Il a également demandé à M. Ali Ghediri, quelle était son opinion sur la question des disparus dans les années 90 et comment compte-t-il la traiter dans son programme ?

M. Ghediri a répondu qu'il a été certes issu de l'institution militaire mais qu'il était avant tout un enfant du peuple et qu'il ressentait donc la douleur des familles. Il a fini par proposer l'organisation d'une table ronde avec les familles de disparu(e)s pour les entendre et les aider à trouver une solution.



## **Revue de Presse**

---

### **Janvier**

<http://bit.ly/2WQMPDm>

### **Février**

<http://bit.ly/2UpeKO4>

### **Mars**

<http://bit.ly/2D8pTii>

## **Contacts**

---

Email : [cfda@disparus-algerie.org](mailto:cfda@disparus-algerie.org)

Site : [www.algerie-disparus.org](http://www.algerie-disparus.org)

Phone : 0033 (0)9 53 36 81 14

 [Notre page](#)

 [Notre Mémorial Virtuel](#)